



100 000 à Toulouse
1,250 millions en France
Le projet de loi travail
doit être retiré!

Déjà plus d'un mois de mobilisation pour quelques reculs largement insuffisants.

Le gouvernement doit entendre les jeunes, les salarié-es, les privé-es d'emploi et les retraité-es

Le socle du projet de loi qui détruit les fondements mêmes du Code du Travail, et des droits sociaux qui y sont rattachés, est rejeté par plus de 70% des Français. Le gouvernement ne peut rester sourd face à la mobilisation grandissante.

Une loi anti sociale et anti travail

Ce sont toutes les protections de chaque salarié-e qui tomberaient avec cette loi, sans aucun bénéfice pour l'emploi.

La précarité pour tous

Les jeunes et les femmes seraient les plus exposés à cette précarisation du « nouveau » CDI.

Une attaque contre le temps de travail

La référence commune serait perdue. Chaque entreprise pourrait remettre en cause des pans entiers des modalités d'application du temps de travail (astreinte, temps de travail effectif,...

Plus de socle commun : inégalité des salariés devant la loi

Chacun-e serait confronté-e dans son entreprise aux pressions patronales et les accords « chantage à l'emploi » deviendraient monnaie courante. La signature serait facilitée par les référendums dans l'entreprise qui ne constitueraient en rien une démocratie sociale.

Il faut amplifier le rapport de force

Pour gagner, il faut que partout on se mobilise : dans les entreprises, les administrations, les lycées, les universités et toute la société pour ancrer durablement un rapport de forces dans le pays. Les blocages de l'économie doivent se multiplier.

Par la convergence des luttes et la mobilisation, de réelles réformes visant le progrès social et le plein emploi pour toutes et tous peuvent être imposées !

POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI TRAVAIL

Samedi 9 avril 2016

Toutes et Tous à la Manifestation

Départ à 11h00 Place Arnaud Bernard

Ce que nous voulons :

- de vrais emplois choisis avec des conventions collectives protectrices
- de vraies formations assurant une réelle qualification justement rémunérée
- de vrais salaires y compris pour les apprentis, stagiaires,...
- l'encadrement et la limitation stricte de l'embauche de stagiaires et apprentis dans les entreprises (nombre et position dans les services, encadrement, rémunération,...)
- des créations d'emplois dans les associations, notamment dans les quartiers et les zones rurales
- des créations d'emplois dans les services publics qui assurent la solidarité dans notre société
- des créations d'emplois et des filières de formation pour la transition écologique dans l'industrie et l'agriculture
- un statut qui assure la continuité totale des droits des salarié-es qu'ils soient ou non dans l'emploi

Et puis deux mesures majeures à prendre :

- **la réduction du temps de travail à 32 heures** sans perte de salaire pour permettre des embauches et donner du temps pour vivre
- **une juste répartition des richesses** en particulier par une réforme fiscale ambitieuse et une lutte plus efficace contre les fraudes et évasions fiscales

Toutes et tous dans les rues et sur les places

Solidaires 31 soutient toutes les actions qui permettent les débats citoyens et poursuivent les luttes contre les régressions sociales. A ce titre *Solidaires 31* invite les salarié-es et plus largement les citoyen-nes à rejoindre les appels de « **La Nuit Debout** » qui s'est installée mardi 5 avril Place du Capitole à Toulouse.

Soutenir et se battre avec et pour la Jeunesse

Solidaires 31 appelle depuis le 9 mars au soutien de toutes les initiatives portées par les lycéennes et les étudiant-es. Elles/ils seront les premières victimes du projet de Loi Travail et ils l'ont bien compris en se mobilisant massivement depuis un mois. Parents, familles, vous devez relayer, poursuivre et amplifier leur mobilisation. Ouvrez des débats, participez à ceux qui sont mis en place dans vos entreprises, vos administrations dans vos villes et villages. Rejoignez massivement les manifestations et les rassemblements chaque semaine. **Rendez-vous Samedi 9 avril 11h pce Arnaud Bernard à Toulouse**

Halte à la répression

Interventions parfois très musclées, intimidations mais aussi arrestations arbitraires et détentions, agressions, utilisation des matraques, canons à eau... C'est le triste tableau de l'utilisation de la police par ce gouvernement à l'occasion de nos mobilisations. Les premier-es touché-es sont les jeunes mais des militant-es syndicaux-les sont aussi victimes de l'action du gouvernement. On se demande s'il perd le sens de la mesure ou s'il est débordé par l'état d'urgence qu'il crée.

A Toulouse comme ailleurs nous avons pu constater qu'il y avait une « stratégie policière » pour isoler, aller au contact, intimider et finalement disperser les manifestations sans discernement et sans mesure.

Nous sommes toutes et tous dans la rue parce que le gouvernement fait comme si on avait mal compris, et répète, entre autres, que plus de licenciements permettra plus d'emplois... La répression ne nous arrêtera pas.